

ON EN PARLERA DEMAIN - ON EN PARLER

Suite de la page 27.

interdit la tenue de certains séminaires. En somme, le « lacanisme démocratique » avait des ratés. En choisissant de trancher dans le vif et en exigeant de ses vassaux des serments d'allégeance à sa personne encore plus qu'à son œuvre, Lacan, qui fut le promoteur du retour à Freud semble dire que l'heure est venue du retour à Lacan. Une façon de désigner la place où il entend s'installer pour la postérité.

La géopolitique des savants

Pendant quarante-trois ans, sous la remarquable direction de Jacques Vernant, la revue « Politique étrangère » (1) a épousé son temps. Reprise avec d'autres moyens par l'Institut français des Relations internationales (I.F.R.I.), « il lui vient » — comme à Mme de Sévigné — « une sorte de fontaine de Jouvence »...

Le monde a tourné et la vieille Europe a compris, avec retard sur l'Amérique, que la politique n'était que la vision stratégique d'un monde, pour l'instant, fini. Ce retard, le vieux continent l'a comblé d'un bond et le nouveau visage de « Politique étrangère » est bien celui de « Foreign Affairs » et des « Adelphi Papers », avec un petit quelque chose en plus.

(1) Abonnements à l'I.F.R.I., 6, rue Ferrus, 75014 Paris.

La première livraison affichait cette ambition. La deuxième la confirme si elle ne la dépasse pas. Sous les signatures de Raymond Aron, Marie-Claire Bergère, Gilbert Sadoul, Louis P. Péronne et Jean Lacouture, elle aborde sous ses diverses faces le problème de l'Asie du Sud-Est dont elle fait sa couverture. D'autre part, elle nous apporte sur l'O.T.A.N. de demain le sentiment de Henry Kissinger (qui pense et écrit autrement bien qu'il n'a agi) et poursuit l'analyse de la société allemande face aux « problèmes graves et aux réponses frivoles ». On y trouve aussi, sous la plume d'Edmond Wellesstein et de Giovanni Agnelli, quelques aperçus relatifs à la dialectique de l'économique et du politique...

Outil de travail, ce dernier numéro de « Politique étrangère » propose également la première traduction des accords S.A.L.T. Il dont on ne connaît à ce jour que des éléments, essentiels certes, mais partiels. La lecture du document est facilitée par les quatre approches qu'en font, chacun selon sa préoccupation fondamentale, Stanley Hoffmann — champion des S.A.L.T. dans l'optique de l'équilibre des Grands —, Lothar Rühl — obsédé par l'armement soviétique eurostratégique —, John Nicholson, Jean Klein et Pierre Lellouche, qui traitent des aspects français et franco-américains du problème.

Pour les chercheurs, « Politique étrangère » vient à son heure, qui n'est pas l'heure de la quiétude.

Keystone



Quand Paul VI consacrait Matthijs Gijzen

CONTROVERSE

L'affaire Suffert (suite)

La semaine dernière, « le Nouvel Observateur » publiait, sous la signature de Jean-Paul Enthoven, un article (d'ailleurs approuvé par plusieurs membres de l'Association Henri-Curiel) consacré à l'appel de quelques intellectuels demandant à la direction de T.F. 1 de ne pas accorder une émission littéraire à Georges Suffert. Cet article défendait un principe — la liberté d'expression —, et non un homme — en l'occurrence notre confrère Georges Suffert — dont les prises de position contre Henri Curiel étaient, et restent, difficilement défendables. Malgré cela, certains de nos lecteurs ont vivement réagi et continuent de penser que l'on peut défendre la mémoire d'Henri Curiel en utilisant des procédures qui, par leur aspect « dénonciateur », ressemblent pourtant à celles qui, chez Georges Suffert, les avaient indignés. La vie culturelle et politique française ne gagnerait-elle pas, enfin, à ne plus transiger avec la tolérance ? En tout cas, nous publions ici, afin de donner à nos lecteurs la possibilité de juger sur pièces et — éventuellement — de réagir, l'intégralité de cet appel, ainsi que la liste de ses signataires, dont plusieurs sont nos amis.

Nous apprenons que la direction de T.F. 1 a confié à Georges Suffert la responsabilité d'une importante émission littéraire qui doit débiter le 23 janvier 1980.

Les soussignés, journalistes et écrivains, se sentent, en conscience, tenus de rappeler qu'en juin 1976 et en juin 1977 Georges Suffert a lancé dans l'hebdomadaire « le Point » des accusations très graves de terrorisme et d'espionnage contre Henri Curiel. Celui-ci fut assassiné le 4 mai 1978 par un supposé « commando Delta », et les tueurs n'ont toujours pas été retrouvés.

Les accusations de Georges Suffert avaient pour origine des fiches

établies par des services secrets français. Or ces fiches restent inaccessibles malgré nos demandes répétées et malgré la promesse écrite du président de la République que la partie civile Henri Curiel aurait connaissance du dossier comme il est d'usage dans la procédure judiciaire de notre pays.

Ces « informations » ont désigné publiquement aux assassins un homme qui était notre ami.

Tant que Georges Suffert n'aura pas apporté la preuve de ses accusations, nous le considérons comme l'auteur d'une diffamation aux conséquences fatales et, à ce titre, indigne

d'occuper un poste en vue à la télévision française.

Nous appelons journalistes et écrivains à se joindre à notre protestation, soit en la contresignant soit en adressant au directeur de T.F. 1 une lettre exprimant leur point de vue.

Nous les appelons également à refuser d'apporter leur concours à cette émission.

Ont signé cet appel :

Georges Baguet, Françoise Balibar, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Pierre Bourgeade, Jean Bruhat, Jean Cassou, Jean-Pierre Chabrol, Jacques Chatagner, Marie Cardinal, Jean-Marie Domenach, Jean Dresch, Marguerite Duras, Claire Etcherelli, Michel Foucault, Victor Fay, André Frénaud, Henri Guillemin, Suzan George, André Halbwachs, Dominique Halévy, Alain Krivine, Elisabeth Labrousse, Jean Lacouture, Simone Lacouture, Jean Lacroix, Victor Leduc, Michel Leiris, André Pieyre de Mandiargues, Madeleine Moreau, Roger Maria, Vincent Monteil, Bernard Noël, Madeleine Rebérioux, Olivier Revault d'Alonnes, Maxime Rodinson, Denis Roche, Mme Roger Vailland, Pierre Vidal-Naquet, Paul Vieille, Pierre Vilain.

La rédaction de « Vendredi » (Roger Dosse, Jean-Claude Charles, Jean Guilloineau) s'est jointe à cet appel.

Les signatures doivent être adressées au siège de l'Association Henri-Curiel, 4, rue Rollin, 75005 Paris.

Pays-Bas : la fronde du clergé

Jean-Paul II réunit à Rome « synode particulier des évêques Pays-Bas » à partir du lundi 14 janvier. Nul ne sait quand il prend fin ni quelles seront ses conséquences. Le thème : « le Travail pastoral aux Pays-Bas afin que l'Eglise manifeste davantage comme communion ». En clair, l'Eglise néerlandaise est divisée. Il faudrait qu'elle retrouve son unité en améliorant ses relations avec le Vatican. Vaste programme...

Les catholiques néerlandais, longtemps minoritaires entre les protestants et les libres penseurs, ont été élus de façon très particulière. Comme ils étaient ouverts sur le monde, ils étaient aussi ouverts aux « signes du temps ». Le concile Vatican II leur a apporté un second souffle ; mais la fin du concile n'a pas provoqué l'arrêt de leurs « experiments ». Aucun synode n'était tabou ; le croyant était traité en adulte. Alors, Rome a pris peur.

En 1971, le Vatican nomme évêque à Rotterdam Adien Simonis, prêtre conservateur de La Haye. Maté par la grâce sans doute « Ad », comme on l'appelle, ne change pas à semer le trouble ; s'adapte comme il peut. Alors, en 1972, Paul VI nomme, à Roermond, Matthijs Gijzen. Et ça change. Le nouvel évêque fait bande à part, commence à dénoncer ses collègues... Bref, s'il y a aujourd'hui une Eglise néerlandaise divisée, Rome bien cherchée. Et on imagine mal la solution qui pourrait jaillir d'un synode.